



***Un patient chronique sur cinq estime que l'annulation ou le report de ses soins durant le confinement aura des conséquences importantes voire très importantes sur sa santé. Ce chiffre est de un sur trois pour les publics plus précarisés. Il s'agit là d'un des nombreux résultats de l'enquête menée par Solidaritis sur le suivi des soins aux malades chroniques durant la crise sanitaire.***

Solidaritis a mené une grande enquête sur le suivi des soins aux patients chroniques durant la crise sanitaire. Cette enquête menée auprès de 7.200 affiliés wallons de Solidaritis atteints de pathologies chroniques courantes (diabète, maladies respiratoires ; maladies cardiovasculaires ; dépression) entre le 10 et le 14 juin dernier, débouche sur de nombreux résultats parfois interpellants.

Si 98,5% des malades chroniques ont pu suivre leurs traitements médicamenteux durant le confinement, 64% d'entre eux ont eu au moins un rendez-vous médical annulé ou reporté durant cette période. L'enquête révèle de fortes différences selon les disciplines médicales. Ainsi 70,4% des consultations de médecins généralistes ont eu lieu à la date prévue pendant le confinement contre 27,6% pour les médecins spécialistes. « *Les téléconsultations pour les médecins généralistes ont été prises en charge par l'assurance maladie dès le début du confinement et élargies par la suite aux médecins spécialistes ce qui peut expliquer en partie une meilleure continuité des soins en médecine générale* » relève Jean-Pascal Labille Secrétaire général de Solidaritis qui souligne aussi que 32% des consultations médicales des patients chroniques durant le confinement se sont déroulées par téléconsultations (principalement au téléphone). Par ailleurs, pour certaines disciplines médicales spécialisées, comme la chirurgie en particulier, de nombreuses interventions programmées ont été postposées conformément aux directives afin d'éviter un encombrement des infrastructures de soins. L'analyse de la période de déconfinement montre que la situation s'est progressivement améliorée puisqu'entre le 4 mai et le 4 juin, 75% des consultations médicales ont pu avoir lieu comme prévu.

Dans huit cas sur dix, c'est le médecin qui a annulé la consultation prévue. Dans un tiers des cas seulement un nouveau rendez-vous a été programmée avec le médecin. Lorsque le patient a pris l'initiative de reporter sa consultation (18% des situations), la raison la plus fréquemment invoquée est la crainte de contracter le coronavirus (43%) tandis que 29% ont

annulé car « ils ne voulaient pas déranger le médecin ». Enfin, ils sont 27% à avoir annulé le rendez-vous parce qu'ils estiment que la consultation n'était pas urgente ou essentielle

Les résultats montrent aussi que les patients n'ont pas tous la même perception des conséquences sur leur santé de l'annulation de leurs soins. Ainsi, un patient chronique sur cinq déclare que l'annulation/le report de ses soins durant le confinement aura un impact important voire très important sur sa santé. Ce chiffre monte à un sur trois pour les publics plus précarisés. Les patients souffrants de dépression ainsi que ceux se déclarant en mauvaise santé sont aussi plus nombreux proportionnellement que les autres patients chroniques à penser que le report ou l'annulation de la consultation aura des conséquences importantes ou très importantes sur leur santé.

L'enquête révèle par ailleurs que seul un patient chronique sur trois estime que les autorités ont communiqué suffisamment sur le suivi des soins pendant la crise sanitaire. Ce chiffre monte à un sur deux, lorsqu'il s'agit de l'information communiquée par les prestataires de soins qui les suivent habituellement.

*« La communication vers les patients n'a vraisemblablement pas été optimale »* relève Jean-Pascal Labille. *« C'est probablement un des enseignements qu'il nous faut tirer de cette crise : le système de santé a été mobilisé pour assurer le triage, le suivi des contacts covid (tracing), prendre en charge les patients infectés par le virus, mettre en place les dispositions concrètes pour assurer la continuité des soins aux patients non-COVID,...mais la communication est passée au second plan »* conclut Jean-Pascal Labille qui appelle à intégrer dans la stratégie de gestion de crise un plan d'actions pour une communication claire et proactive, ciblée sur les populations plus fragiles sur le plan de la santé en concertation avec les différents administrations et les différents acteurs de première lignes : médecins, pharmaciens, mutualités, associations de patients.

Pour plus d'informations :

<https://www.institutsolidaris.be/index.php/suivisoinsmaladeschroniquescrisesanitaire>